

ROMS

# DANS LA TÊTE DE MANUEL VALLS

*Qu'a-t-il vraiment voulu dire à propos de l'intégration des Roms ? Pourquoi ne regrette-t-il rien ? Jusqu'où, surtout, entend-il faire bouger la gauche sur les questions liées à l'immigration ?*  
*Décryptage d'une stratégie à hauts risques*

PAR FRANÇOIS BAZIN

**C'**est l'histoire d'un ministre qui a répondu à une question et qui n'aurait sans doute pas dû. C'est l'histoire d'un homme au caractère tranché qui a mis les pieds dans le plat alors qu'il aurait pu noyer le poisson. C'est l'histoire d'un socialiste atypique qui n'aime rien tant que l'ordre et qui vient de semer le trouble au sein de son propre camp. C'est l'histoire enfin d'un responsable politique dont on dit souvent qu'il maîtrise mieux que quiconque les lois de la communication et qui, en quelques mots hasardeux, a provoqué un de ces « orages médiatiques » qui, depuis quelques semaines, avec une belle régularité, viennent gâcher la rentrée du président de la République. Hier, Moscovici et le « ras-le-bol fiscal ». Aujourd'hui Valls et les Roms. En politique, le tragique aussi est de répétition !

Sur la question des Roms, jusqu'à ces derniers temps, Manuel Valls semblait avancer avec des idées simples. « Il faut traiter tout ça dans la sérénité. Ce n'est pas facile. Si le débat est remis sur la place publique de la manière dont Nicolas Sarkozy l'a fait il y a deux ans à Grenoble, alors on n'y arrivera pas » (Devant la commission des lois du Sénat le 28 juillet 2012). « C'est bien le laisser-faire qui ne résout rien et la fermeté qui est nécessaire (...). Mais je ne désignerai pas de coupables uniques des maux de notre société. Les uns ne seront pas montés contre les autres » (« Libération » le 13 août 2012). « Evacuation des



Valls visite un camp rom en Roumanie, le 13 septembre 2012

*camps illicites, reconduites à la frontière forcées ou aidées mais aussi programme d'intégration, logement et scolarisation quand c'est possible (...) Cela va prendre du temps. Dire le contraire serait mentir»*

(Voyage à Bucarest le 12 septembre 2012).

Mardi 24 septembre 2013, c'est cet équilibre fragile, fait de déclarations ciselées, qui a volé en éclats. Ce matin-





là, Manuel Valls est à Bordeaux pour les journées parlementaires du PS. Il a appris la veille que France-Inter voulait consacrer sa matinale à un débat dont il a bien noté, depuis quelques jours, qu'il est en train, sous la pression d'une opinion de plus en plus nerveuse, d'enflammer la classe politique. Dans l'agglomération lilloise, les élus, y compris socialistes, sont au bord de la crise de nerfs. A Paris, Rachida Dati, dans le sillage de NKM, vient d'expliquer benoîtement que, dans les beaux quartiers, des enfants roms s'attaquent aux cartables des écoliers. Partout, la campagne des municipales est désormais lancée. Pas de la meilleure façon. Alerte rouge! Valls sait qu'Inter a déjà invité la maire écologiste de Montreuil, Dominique Voynet, et son collègue nordiste de Wasquehal, Gérard Vignoble. Il connaît et apprécie la politique menée par la première dans sa ville: création d'un village d'insertion mais aussi démantèlement des camps illicites. Il se méfie des coups de sang du second qui, avant de virer à droite, était un familier des cercles rocardiens. Quand on veut se faire comprendre, autant parler soi-même. Valls s'invite donc sur les ondes. De Bordeaux, il répond en direct et en duplex aux questions de Patrick Cohen. L'échange mérite d'être cité dans son intégralité tant la polémique qu'il a fait naître a fini par obscurcir les propos tenus par les uns et les autres.

Patrick Cohen: « Diriez-vous à nou-

**Démantèlement d'un camp illicite de Roms près de Villeurbanne le 28 mars**

*veau qu'il y a aujourd'hui, en France, une minorité seulement de familles roms qui ont un projet de vie, qui veulent s'intégrer en France? »*

Manuel Valls: « Oui, il faut dire la vérité aux Français. Parce que c'est respecter ces populations. Ces populations ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres et qui sont évidemment en confrontation. Gérard Vignoble vient de le dire, il y a un instant. Il faut tenir compte de cela. Et donc, cela veut bien dire que les Roms ont vocation à revenir en Roumanie et, pour cela, il faut évidemment que l'Union européenne, avec les autorités bulgares et roumaines qui font des efforts, puissent faire en sorte que ces populations soient d'abord insérées dans leurs pays. »

Au sens propre du terme, Valls n'a pas donc employé, le mardi 24 septembre, l'expression qu'on lui prête volontiers à propos de cette « minorité des Roms » capables d'intégration. Quand il dit, depuis, à longueur d'interviews, qu'il « assume » l'ensemble de ses propos, le ministre de l'Intérieur se garde d'ailleurs bien de reprendre l'expression controversée. Mais en même temps, il ne la conteste pas. Et pour cause! Le 15 mars dernier, ne déclarait-il pas, dans les colonnes de « Libération » que « les familles roms qui souhaitent s'intégrer sont peu nombreuses. En matière de scolarisation, cela se fait un peu. En matière de logement, c'est déjà plus compliqué et sur le

travail, c'est aussi très difficile. Je demande donc aux préfets qu'on aide d'abord les personnes les plus désireuses de s'intégrer et employables. Mais, je le répète, elles sont très peu nombreuses »? A l'époque, ce diagnostic implacable était passé inaperçu.

Pour comprendre Valls, sa colère, ses regrets, sa gêne aussi qu'il enrobe, comme d'habitude, sur le mode cassant d'un homme qui n'aime pas s'excuser, il faut avoir en tête cet enchaînement de déclarations successives, les unes prononcées avec soin, les autres lâchées à l'emporte-pièce. Le 24 septembre, le ministre de l'Intérieur ne voulait pas mettre le feu aux poudres. Mais depuis quelque temps, à l'évidence, il avait l'ambition de faire bouger les lignes du gouvernement. Par maladresse, il s'est laissé prendre dans une querelle de mots qui renvoie à une bataille de principes. A chaud, il l'a mal pris. Il a lu avec fureur les gammes assassines de ses propres collègues – Duflot, Hamon, Montebourg avant qu'il ne se rétracte – qui toutes pointaient une manière de « racialisation » dans les propos tenus sur Inter. Valls est sorti de ses gonds lorsqu'il a vu qu'Harlem Désir, le premier secrétaire du PS, s'y mettait à son tour. Il n'a pas supporté que Dany Cohn-Bendit ose un parallèle avec la politique des nazis. « Tout cela est insupportable », a-t-il fini par lâcher. Pas mécontent toutefois qu'avec l'appui massif des électeurs de gauche, le grand réseau d'élus socialistes, à quelques exceptions près, soit resté groupé derrière lui. Pas simplement pour confirmer qu'il était bien un « républicain » mais pour l'assurer aussi qu'il le suivait toujours sur une double ligne: fermeté d'abord, humanité si possible.

Pour calmer le jeu, Hollande a fait du Hollande. Soutien privé, silence public. « Pourquoi diable Manuel est-il allé dire tout haut ce qui se pratique dans les actes, au risque d'aller bousculer les équilibres instables de la majorité? », dit-on à l'Elysée. Reste que c'est le président en personne qui, pour faire baisser la pression, a demandé à la porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem, d'annoncer publiquement que la situation provisoire imposée à la Roumanie prendrait bien fin le 31 décembre prochain, conformément aux traités signés... par la droite mais que son adhésion à l'es-



pace Schengen n'était plus à l'ordre du jour. C'est le même qui a ensuite poussé Ayrault à siffler la fin de la partie en appelant au « sang-froid » autour de ce qui constitue la bible du gouvernement : la circulaire du 26 août 2012.

Cette circulaire destinée aux préfets a une histoire qui dit à elle seule les contradictions, les non-dits et les tâtonnements légitimes d'une gauche au pouvoir dès lors qu'elle entend rester fidèle à ses valeurs. Ce texte, signé par sept ministres dont Valls et Duflot, est d'abord une réponse au discours sarkozyste de Grenoble du 21 juillet 2010. Ce jour-là, l'ancien chef de l'Etat avait multiplié les amalgames entre Roms et gens du voyage. Il s'était aventuré sur le terrain miné de la réforme du Code de la Nationalité. Il avait enfin fixé à son gouvernement des objectifs chiffrés sur le démantèlement des campements roms et l'expulsion de leurs occupants vers leur pays d'origine. Tout cela avait fini misérablement au Parlement, avant que le Conseil constitutionnel n'invalide ses principales dispositions. La circulaire d'août 2012, en ce sens, est d'un anti-sarkozysme achevé. Elle porte sur « l'anticipation et l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites ». Le mot « Rom » n'y est jamais prononcé. Elle « dés-essentialise » donc. Mais par rapport aux engagements de campagne du candidat Hollande, elle opère des inflexions qui doivent beaucoup au ministre de l'Intérieur.

Pour le futur président, il n'était pas question de « continuer à accepter que des familles soient chassées d'un endroit, sans solutions alternatives ». Sur cette même ligne, à Lille et dans la communauté urbaine qu'elle préside, Martine Aubry avait ainsi décrété un moratoire des expulsions en exigeant notamment qu'une solution de relogement, par l'Etat, soit trouvée au préalable. Dans ses négociations tendues avec le préfet de l'époque, elle avait également exigé que la moitié des quelque 3000 Roms installés sur son territoire soit dispersée sur d'autres communes du Nord et du Pas-de-Calais. A Dunkerque notamment. Ou à Hénin-Beaumont. Comme par hasard ! Or durant l'été 2012, alors qu'elle est en congés, Valls a donné le feu vert, à la demande des maires socialistes et sur décision de justice, au démantèlement de camps illicites à Villeneuve-d'Ascq et Hellemmes. La polémique est immédiate. Le débat prend illico un tour natio-

nal. Les ministres de l'Intérieur et du Logement échangent sur un mode aigre-doux par tribunes de presse interposées. De grands élus PS pétitionnent en faveur de Valls. Déjà...

Dans ce débat qui annonce, sur un mode mineur, celui de ces derniers jours, deux positions tranchées s'oppo-

sent à ciel ouvert. Deux gauches qu'on avait vues s'affronter lors de la primaire socialiste, se retrouvent face à face dans une bataille à fleurets à peine mouchetés qui, à partir de la question des Roms, dessine, avec une rare précision, deux conceptions du progrès. La circulaire du 26 août 2012 apparaît ainsi, avec le recul du temps, comme un texte de compromis basé sur un équilibre très hollandais : « Fermeté et humanité ». Sa tonalité générale rejoint les exigences d'Aubry et de Duflot. Mais, si l'on y regarde de près, elle fait aussi la part belle aux préoccupations de Valls. Elle ne conditionne pas explicitement la décision d'expulsion à une offre alternative. Elle autorise les démantèlements, hors décision de justice, en cas de trouble à l'ordre public ou d'urgence sanitaire. Tout en élargissant la liste des métiers accessibles aux Roms avant l'échéance du 31 décembre 2013, elle soumet les expulsions à un « diagnostic social » préalable sur un mode qui est celui de la recommandation et non de l'obligation explicite. Bref, cette circulaire définit un état d'esprit. C'est en cela, comme le dit un des acteurs du dossier, qu'elle ressemble davantage « à une boussole pour des autorités morales qu'à un texte pratique à l'usage des acteurs politiques ».

Valls est d'abord un acteur politique. On le constate aujourd'hui dans son dialogue indirect avec le défenseur des droits. Dans son récent rapport, Dominique Baudis vient de pointer avec précision tous les manquements à l'application de la circulaire de 2012. L'ex-maire centriste de Toulouse agit en intégriste du droit. C'est sa mission. A sa façon, Valls lui répond en praticien de l'action publique. Depuis un an, le ministre de l'Intérieur a beaucoup écouté et beaucoup avancé aussi, avec l'aval de Hollande et Ayrault. Il est allé vérifier à Bucarest, en septembre 2012, qu'aux yeux des autorités roumaines, la vocation des Roms était de retourner dans leur pays. Il a mis fin au système imbécile du pécule – sorte d'aide au retour qui n'était en fait qu'un encouragement à l'aller-retour – mis au point du temps de Sarkozy afin de faire monter les statistiques de reconduite à la frontière. Il a tiré un trait sur les objectifs de démantèlement chiffrés. Il a surtout constaté, sur le terrain, que les maires – celui de Lyon comme celle de Lille, par exemple – menaient au final

des politiques comparables, une sorte de mix entre les offres de logements ciblées – mais limitées en raison de leur coût – et des décisions d'expulsions, sans que cela soit suffisant pour contenir les phénomènes de rejet d'une population française de moins en moins tolérante à l'égard des Roms. Lesquels sont souvent d'ailleurs confondus avec des hommes et des femmes, venus des Balkans et dans l'attente du droit d'asile.

Pour Valls, et c'est tout le sens de sa sortie improvisée du 24 septembre, il y a là trop de déséquilibres accumulés pour que l'équilibre subtil de la circulaire du 26 août 2012, brandie aujourd'hui par Hollande et Ayrault comme les Tables de la Loi, puisse être respecté sans risque majeur d'explosion. S'il assume aussi fermement des propos qu'il n'a tenus que de manière indirecte, c'est qu'à ses yeux, une bataille politique et idéologique est en train de commencer. Pour lui, il faut désormais mettre des mots précis et clairs sur une situation qui l'est de moins en moins. Valls s'inspire en cela de son action passée comme maire d'Evry. Il veut clarifier en rappelant que les Roms, loin d'être des apatrides, sont avant tout des citoyens roumains ou bulgares, membres à ce titre de l'Union européenne. Il ne conteste pas des pratiques dérogatoires au droit commun mais c'est pour rappeler aussitôt qu'elles valent d'abord pour ceux qui ont un vrai désir d'intégration. Au bout du compte, il essentialise dans les mots – c'est son point faible – pour mieux souligner que le moindre élu agit ainsi dans les faits, fût-ce sur le mode de la discrimination positive avec, en toile de fond, une règle passablement hypocrite : « Passe à ton voisin. »

L'ambition de Valls, telle qu'elle transparaît dans ses improvisations verbales, est rien moins que de faire bouger la gauche sur la question de l'immigration – du « vivre ensemble » comme il le dit parfois dans un langage codé – comme elle a bougé hier sur la sécurité. Briseur de rêve, comme disait autrefois Rocard ou apprenti sorcier, comme le prétend Duflot ? Valls s'aventure, une fois encore, sur un terrain miné que le FN occupe sans complexe et que les synthèses hollandaises ont laissé en friche. Qui peut douter de sa volonté d'y avancer désormais coûte que coûte ?

## CES ÉLUS QUI SE CACHENT



Logements d'insertion pour les Roms à Montreuil

**Il y a peu, lors d'une visite en province, Cécile Duflot apprend que le maire PS qui la reçoit a un village d'insertion pour les Roms. La ministre, suivie par la presse, demande à le voir. Réponse de l'édile : « Tu es folle ! Je ne veux pas d'appel d'air. » Aujourd'hui les villes qui développent des programmes à destination des familles roms ne veulent pas trop que ça se sache. Les meilleurs élèves cachent leur bulletin de notes. Comme à Strasbourg où le maire PS a donné consigne à son élue écolo en charge de la solidarité : « Tu fais, mais tu n'en parles pas ! » Car la condition du succès est que la ville n'ait à gérer que quelques centaines, et non des milliers, de Roms. Même discrétion dans l'Essonne, où le président du conseil général, Jérôme Guedj, finance un projet d'insertion dont il préfère ne pas faire trop de publicité. A Montreuil, Dominique Voynet sait qu'elle est accusée par ses adversaires y compris à gauche d'en faire trop pour les Roms. Mais elle assume : des logements modulaires gérés par l'Association des Cités du Secours catholique ont été construits en centre-ville. Si chaque commune prenait sa part, le problème serait réglé, selon l'écologiste. Le coût pour la municipalité : de 7 à 9 euros par habitant et par an. Avec toutefois une aide massive de l'Etat et de l'Union européenne.**

M. T.



CES VÉRITÉS QUI DÉRANGENT...

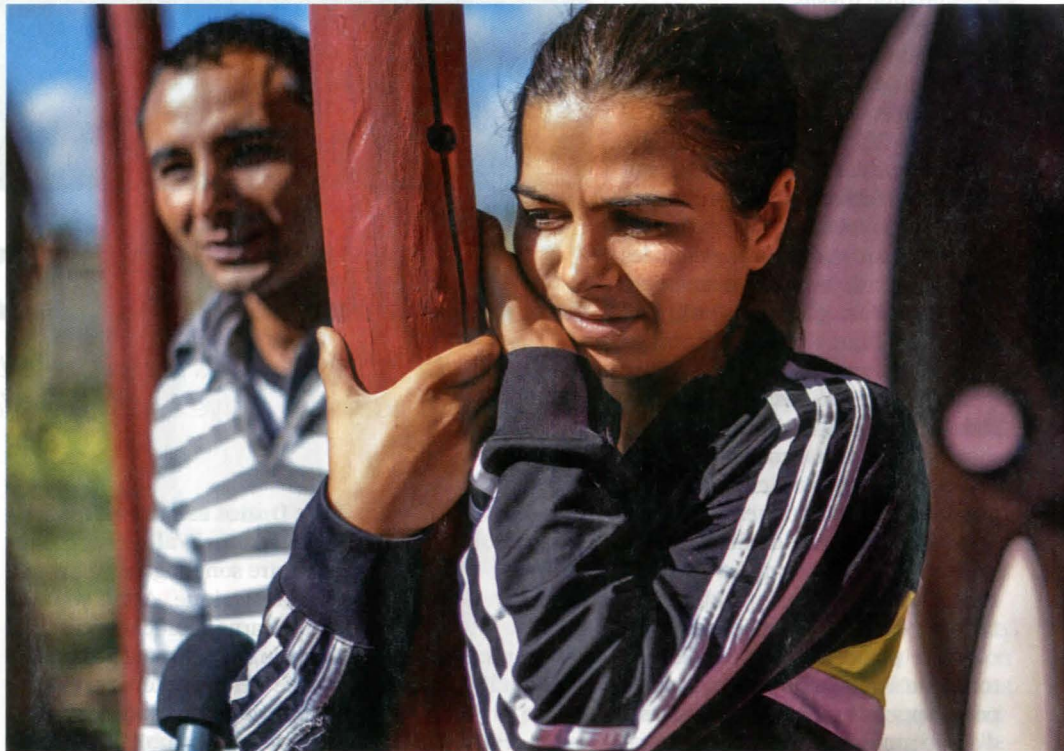
# 6 QUESTIONS SUR LES ROMS

*Les Roms? Des nomades en caravane voleurs de poules. Les préjugés ont la vie dure. Contre-enquête sur des idées reçues*

PAR GUILLAUME STOLL ET MAËL THIERRY

## 1. De qui parle-t-on ?

Ceux qui sont au centre du débat sont les Roms migrants venus essentiellement de Roumanie et de Bulgarie. Ils font partie des 10 à 12 millions de Tsiganes vivant aujourd'hui en Europe, comme les Manouches (Allemagne, Italie) ou les Gitans (Espagne, Portugal). Combien sont-ils en France? Au ministère de l'Intérieur, on estime leur nombre à 20 000. Comme les statistiques ethniques sont interdites, impossible à dire exactement. D'autant que le débat se focalise sur ceux qui vivent dans des campements de fortune, et pas sur tous ceux intégrés depuis longtemps (qui seraient 500 000 en France, selon l'association La Voix des Roms). De son côté, la mission interministérielle pour l'hébergement et l'accès au logement a recensé cet été les campements illicites sur le territoire et en a dénombré près de 400. Soit 17 000 personnes, essentiellement roms, selon les autorités. Ce phénomène est concentré sur quelques régions: l'Ile-de-France, qui regroupe un peu moins de la moitié de ces bidonvilles (soit 7 000 habitants, dont 3 400 rien que pour la Seine-Saint-Denis), puis le Nord-Pas-de-Calais, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, mais aussi les Pays-de-la-Loire (36 campements). Depuis quand sont-ils là? Si les premières vagues migratoires vers l'Europe occidentale remontent au... XV<sup>e</sup> siècle, quand les Roms furent chassés des Balkans par l'Empire ottoman, deux phénomènes ont contribué aux migrations: l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, au début des années 1990, puis l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'Union européenne (UE), en 2007. Mais, contrairement aux idées reçues, il n'y en aurait pas de plus en plus, disent les associations comme Médecins du Monde. Au ministère de l'Intérieur, on assure même que, si la crispation monte, la population rom sur le territoire baisse grâce à la fermeté affichée...



## 2. Y a-t-il un lien avec la délinquance ?

Pas la peine de masquer la réalité: oui, dit-on au ministère de l'Intérieur, chiffres à l'appui... même s'ils concernent les Roumains, et non les Roms: en 2008, 1 323 Roumains étaient mis en cause dans des faits de délinquance à Paris; 4 612 en 2010; 8 245 en 2011; 7 576 en 2012. L'an passé toujours, le chiffre monte à 10 641 ressortissants roumains sur l'agglomération parisienne (avec la petite couronne). Autre donnée: 44% des mineurs mis en cause dans des faits de délinquance dans la région parisienne l'an passé étaient des Roumains, et même 54% dans la capitale! Le type de délinquance qui progresse? Les vols de métaux ou de câbles... Mais Beauvau prévient: les Roms ne sont pas respon-

**Jeunes Roms dans le village de Tinca, en Roumanie, en septembre 2012**

sables de tous les cambriolages qu'on leur prête. « Aucune pratique ne peut être liée à une population, encore moins à une ethnie, rappelle à toutes fins utiles Claire Cossée, chercheuse en sociologie et spécialiste des questions de minorités à l'université de Créteil. *La délinquance n'est pas propre aux Roms.* »

## 3. Ont-ils un mode de vie différent ?

En France, si les Roms sont contraints à la mobilité, c'est le plus souvent la conséquence directe des menaces répétées d'évacuation de leurs campements. Car contrairement à une idée reçue, ils sont majoritairement sédentaires. A la différence des gens du voyage, qui sont, eux, en grande majorité, français! Les Roms n'ont pas non plus la culture de la cara-



## LES CAMPEMENTS EN FRANCE

vane, qui leur sert le plus souvent d'abri de fortune faute de logement décent. Souvent accusés de ne vivre qu'entre eux, les Roms se regroupent en communauté d'abord par nécessité (le manque de terrains) et par solidarité en fonction de leur village d'origine. Ou parfois parce qu'ils sont sous la coupe d'un chef qui monnaie ses emplacements... Pour ce qui est du travail, les Roms, en raison de leur nationalité, n'ont accès qu'à une liste limitée de métiers, mais sous réserve de la délivrance d'un permis de travail souvent compliqué à obtenir. Quant à l'école, les services sociaux concèdent que certaines femmes sont réticentes à se séparer de leurs enfants, mais indiquent que, dans le même temps, les maires traînent les pieds pour les inscrire afin de ne pas « fixer » ces populations... La mendicité des femmes roms, leurs enfants dans les bras, est donc surtout une « pratique de survie économique » selon les travailleurs sociaux. « C'est le public le plus fragile et le plus précaire en France », estime Mickaëlle Malet, coordinatrice d'un site d'accueil à Montreuil géré par l'Association des Cités du Secours catholique. Membre du collectif Romeurope, Alexandre Le Clève a lui aussi travaillé auprès des populations roms dans l'Essonne ou à Montpellier. Son diagnostic: « Une majorité veut s'intégrer. »

### 4. Quels sont leurs droits aujourd'hui ?

Si tout citoyen de l'Union européenne bénéficie du droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire, les ressortissants roumains et bulgares sont soumis à un régime dérogatoire depuis l'entrée de leurs pays dans l'UE. Ainsi, s'ils sont autorisés à venir en France pour y vivre au maximum pendant trois mois – sans avoir à justifier d'une activité –, au-delà de cette durée leur droit de séjour est soumis à certaines conditions restrictives. Ils doivent justifier d'un travail alors que seuls 291 métiers, dans des secteurs en difficulté de recrutement, leur sont ouverts. Une mesure prise pour éviter un appel d'air de travailleurs le plus souvent peu qualifiés. Faute de travail, ils sont expulsables. Jusqu'en 2012, la France proposait aux Roms une aide au retour dans leur pays d'origine (300 euros par adulte, 100 par enfant

mineur). La jugeant inefficace et contre-productive, Manuel Valls l'a quasiment supprimée.

L'été dernier, le gouvernement a précisé les règles applicables aux campements illicites dans une circulaire signée le 26 août par sept ministres. Que dit-elle? Que les démantèlements de bidonvilles sont légitimes, mais que les services sociaux doivent faire en amont un diagnostic et proposer autant que possible des solutions de relogement. Compliquée à appliquer dans des agglomérations où le Samu social ne parvient déjà pas à loger toutes les personnes à la rue! Cette circulaire n'a pas été un frein aux expulsions de campements, au contraire même, selon Amnesty International, qui note qu'en 2013 ce sont 10 174 migrants roms qui ont déjà été chassés des squats et des bidonvilles où ils vivaient – un chiffre en forte augmentation.

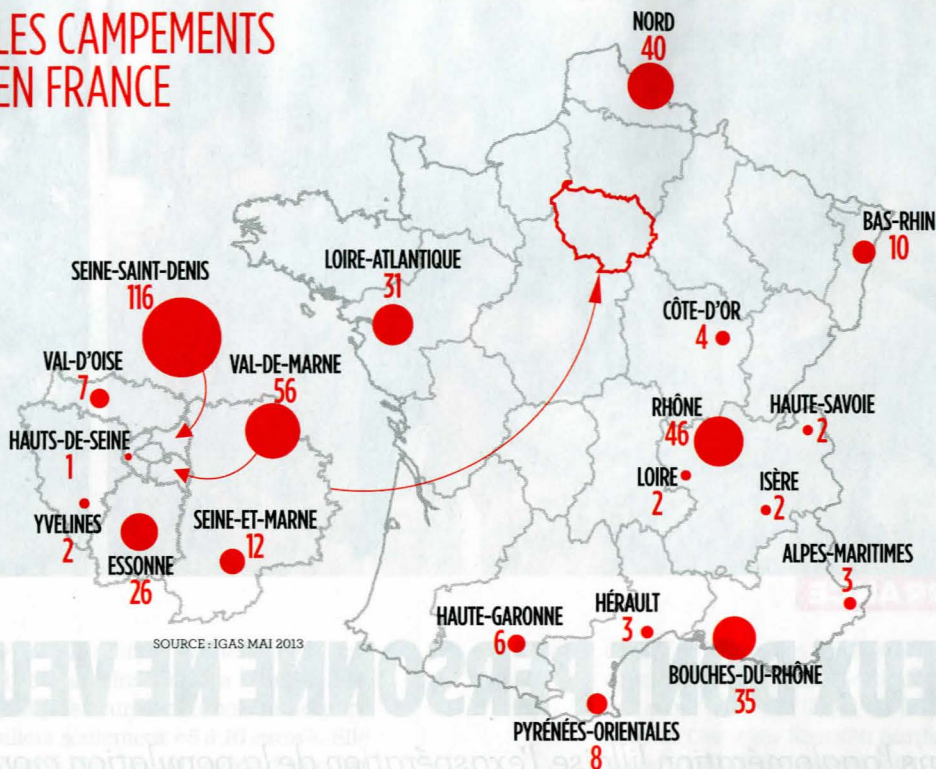
### 5. Qu'est-ce qui va changer le 1<sup>er</sup> janvier 2014 ?

Les règles dérogatoires appliquées aux Roumains et aux Bulgares vont tomber: ils auront accès à la totalité du marché du travail. Un droit qui n'a rien à voir avec l'éventuelle entrée de ces pays dans l'espace Schengen, contrai-

rement à la menace qu'agitent l'UMP ou le FN. Aujourd'hui, la France comme l'Allemagne sont opposées à cet élargissement de Schengen, arguant que la Roumanie et la Bulgarie ne peuvent assurer la maîtrise des frontières extérieures de l'UE.

### 6. Comment ça se passe ailleurs en Europe ?

Allemagne, Italie, Belgique... La France n'est pas l'unique pays européen confronté à la question rom. Ni le seul où c'est difficile puisqu'en 2012 l'UE a sommé l'ensemble des Etats membres de présenter une stratégie nationale d'intégration. Une demande qui faisait suite à la montée d'agressions contre cette communauté, notamment en République tchèque et en Hongrie. En Allemagne, par exemple, les 30 000 Roms bénéficient d'un statut de minorité nationale et sont représentés auprès des autorités par le Conseil central des Roms allemands. Mais leur situation économique n'est pas forcément meilleure ailleurs. Selon l'Agence des Droits fondamentaux de l'UE, qui a enquêté en 2011 dans onze Etats membres, un Rom sur trois est au chômage, et 90% vivent sous le seuil de pauvreté. ■



SOURCE: I.GAS MAI 2013





ERRANCE

## CEUX DONT PERSONNE NE VEUT

Dans l'agglomération lilloise, l'exaspération de la population monte. Dépassés, les élus se renvoient les 3 300 Roms de camp en camp. Reportage à Villeneuve-d'Ascq

PAR CÉCILE DEFFONTAINES. PHOTOS: XAVIER PARDESSUS

**Le sommeil a souvent du bon.** Daniel a 7 mois. Emmalloté dans son landau, il dort. Sa maman, elle, se ronge les sangs. Son bébé a de l'asthme, la famille doit désormais s'entasser à quinze dans une seule caravane, il faudra à nouveau bientôt déguerpir, impossible de rester longtemps en bordure de ce terrain de sport herbeux. La semaine dernière, des pelletieuses ont croqué son toit de tôle lors du démantèlement de l'immense camp-bidonville de la porte d'Arras, à Lille. « Il y avait des papiers d'identité et des vêtements dedans. On n'a rien récupéré », se lamente Liliana. Alors la jeune Rom de 25 ans est venue s'installer ici, à Villeneuve-d'Ascq, sur le parking P4 du campus universitaire, à deux pas de la station de métro Quatre-Cantons, où étaient déjà agglutinées, en toute illégalité, une bonne trentaine de caravanes. Hier Lille, aujourd'hui Villeneuve-d'Ascq. Où Liliana ira-t-elle demain? « En Roumanie, on n'avait qu'une baraque. Je voudrais juste une chambre pour mon mari, mon bébé et moi. » Mais le futur du petit Daniel ressemblera à son présent : des expulsions

qui se succèdent. Toujours partir, entasser les couvertures, débloquer les roues du mobil-home, reprendre la route.

C'est à ce jeu infernal de chaises musicales que sont contraints de jouer les 3 300 Roms de l'agglomération lilloise, qui ne dispose que de 1 500 places pour les accueillir sur des aires autorisées. « Si on ne les expulsait pas, les Roms resteraient toujours au même endroit. Or il faut que toutes les communes prennent leur part, estime Gérard Caudron, le maire divers gauche de Villeneuve-d'Ascq, qui a quitté le PS en 2001. Il n'y a pas de clivage droite-gauche sur la question : la différence se fait entre les maires qui n'en ont pas sur leur commune et les trouvent bien malheureux, et ceux qui en ont et sont favorables aux évacuations. » Le problème rom, ce « vallsiste » convaincu le connaît de près. Les premières expulsions de la métropole validées par la gauche ont commencé dans sa ville, au cœur de l'été 2012. A l'époque, 800 Roms s'arriment aux recoins de la ville nouvelle. Un gros camp a poussé comme un champignon, avec son lot de désagréments – fumée âcre des pneus qui

brûlent, musique lancinante le soir. La situation s'enlise, jusqu'à ce que des tirs de voisins excédés décident l'Etat à sévir. Par ici, la sortie! Les Roms se dispersent comme une volée de moineaux... pour se poser un peu plus loin. Et tant pis si les enfants scolarisés, comme Sorin, 10 ans, se retrouvent à une heure de leur école... « Je ne sais pas si je retournerai au CE1 à la rentrée », confiait alors l'enfant. Au programme, ce sera la manche au feu rouge plutôt que les dictées.

Un an plus tard, les Roms sont toujours là. C'est tout le village tzigane de Bacesti qui s'est transplanté de la Roumanie à Villeneuve-d'Ascq. Ils sont environ 200, répartis sur deux espaces, de part et d'autre d'une route que les petits traversent sans bien regarder. Hier, une voiture a heurté une fillette. « Elle avait du sang sur le visage », glisse Dimitro, 38 ans, qui vient de remplir sa camionnette d'un fatras de métaux dont il espère tirer « 50 à 60 euros ». Larissa, 8 ans (ci-dessus à gauche), cheveux noirs en bataille, caracole jambes nues, sans chaussures dans le froid matinal. « J'avais donné des pompes à

Quand je fais la manche par terre, des gens me disent: "Dégage! Y a pas de sous pour vous!"

CAROLINE,  
19 ANS





une gamine, elle les a jetées 300 mètres plus loin. Elle ne les supportait pas!» confie Milan, militant associatif qui vient en aide aux Roms de la métropole depuis trente ans.

Le plus surprenant, c'est que selon l'emplacement de leur caravane, le sort de ces villageois ne sera pas le même. D'un côté de la ruelle – une chance – le campement est toléré et même aménagé. Il y a des toilettes de chantier et un point d'eau avec quatre robinets argentés, que la rieuse Gabi, 14 ans (ci-dessus à droite), montre avec fierté. Plus la peine d'aller remplir les bidons à la bouche d'incendie! Secret, 23 ans, un fin visage d'Indien, est venu en voisin partager le repas, du mouton caotchouteux. Pas de chance, lui réside depuis trois ans sur le parking P4, de l'autre côté de la rue, dans sa micro-caravane à l'intérieur tapissé, avec sa femme Caroline, qui attend un bébé, leur fillette de 2 ans et la belle-mère, qui vient d'arriver de l'étranger. «Je répare des ordinateurs. Je voudrais étudier l'informatique à l'université d'à côté», explique ce pentecôtiste dans un mauvais français. Secret a beau réfuter la rumeur d'expulsion, cette partie du camp devrait être levée de force à la mi-octobre.

Caroline, qui se prépare à partir mendier, a bien senti le vent tourner. Les habitants en ont soupé de cohabiter. «Avant, tout le monde était gentil. Maintenant, quand je fais la manche, des gens me disent: "Dégage! Ya pas de sous pour vous!" Ils en ont marre. Je les com-

prends: ils sont partout, les Roumains», dit-elle en tirant sur sa cigarette. En quelques heures, la jeune femme grappillera seulement «5 à 10 euros». Elle touche bien les 100 euros d'aide par mois pour la petite, mais, «entre le manger et les couches», ils sont vite consommés. Les Villeneuvois sont décontenancés par ces mêmes hauts comme trois pommes qui prennent le métro tout seuls, tendent la main en suppliant, fouillent parfois les poches. «Les 10-18 ans, eux, sont agressifs», dénonce Delphine, 35 ans, qui travaille au restaurant de la fac. Ils vous collent, vous poussent. Dans certaines stations, il devient impossible de s'acheter des tickets.» Depuis son lancement en mars, près de 2300 étudiants – sur les 20000 que compte l'université – ont paraphé la pétition «Retrouver une vie saine et sécurisante sur Lille 1», initiée par un étudiant, qui dénonce l'état d'un «campus déchetterie». Castel, accroupi devant sa caravane, fait éclater à coups de marteau des composants d'ordinateur pour récupérer les bobines de cuivre qu'ils renferment. Les Roms vivent de ferrailles récupérées à droite à gauche et du désossage des encombrants.

Mais, dans les villages qui jouxtent Villeneuve-d'Ascq, on leur impute surtout nombre de menus larcins. Il y a quelques mois, dans un cimetière, des ornements en cuivre ont disparu des vieilles tombes. «Ils ont cassé un pied en bronze du columbarium où repose mon grand-père», raconte Dorik. Pour lui, c'est signé. Michel, retraité villeneuvois,

a, lui, fait la une des médias quand sa caravane s'est volatilisée. «Je l'ai retrouvée dans le camp lillois de la porte d'Arras. Une jeune Rom s'est justifiée en disant: "On n'a rien, donc on vole!"» Dans son quartier du Triolo, à un kilomètre à vol d'oiseau des campements sauvages, la colère gronde entre les petites maisons propres, habitées par des foyers modestes. «Ilya eu trente cambriolages entre janvier et mai, dont seize rien qu'en avril, du jamais-vu! râle Philippe Dourcy, président du conseil de quartier. Dès qu'on quitte sa maison dix minutes, il faut fermer les volets. Deux enfants de 10 et 11 ans ont même été pris en flagrant délit!» Des affichettes «Individus recherchés», avec des photos floues de deux voleurs présumés, ont même été apposées dans les ruelles. «Wanted» au cœur de la banlieue lilloise? En août, des habitants d'un quartier voisin ont rossé un Rom bulgare qu'ils soupçonnaient de vol; il a fini à l'hôpital. «Il n'y avait jamais eu de liste FN aux municipales. Cette fois, je pense qu'ils trouveront les 49 personnes pour la composer», pronostique le maire.

Aux Quatre-Cantons, il y a aussi une aire paisible dont les contours sont proprement délimités par des monticules plantés d'arbres: le terrain des gens du voyage, qui disposent de sanitaires et paient pour leur emplacement, le ramassage des ordures et l'électricité. «Vous pouvez manger par terre», dit-on à la mairie. Il y a vingt-cinq ans, c'était un campement sauvage contre lequel tout le monde pestait. ■



BIO

**GÉRARD CAUDRON**, maire PS de Villeneuve-d'Ascq de 1977 à 2001, a été réélu en 2008 sous l'étiquette divers gauche. Il soutient la position de Manuel Valls sur les Roms, qui sont environ 400 sur sa commune.